

Des syndicalistes au cœur des luttes

Avec la bataille contre la loi El Khomri, qui vise à « assouplir » le code du travail, les syndicats se retrouvent à nouveau sur le devant de la scène politique et sociale. Cela s'accompagne, comme à chaque fois, d'attaques médiatiques visant les organisations syndicales les plus combattives qui sont dépeintes comme dépassées ou sclérosées. Les textes réunis dans ce dossier soulignent au contraire le dynamisme et le dévouement de militants syndicaux qui luttent sur le terrain des entreprises pour la défense de droits collectifs. Tissant des réseaux de solidarités au-delà de leurs secteurs d'activités, ils s'organisent face aux manœuvres des élites nationales et patronales visant à réduire à néant les acquis du mouvement ouvrier.

Les syndicats sont au cœur du rapport de force entre les classes sociales. Le dossier s'ouvre sur ce constat de Julian Mischi, sociologue, qui revient sur le rôle des organisations syndicales et de leurs militants dans la lutte actuelle pour l'émancipation des classes populaires. Cette lutte se déroule à l'échelle internationale comme le montre le cas des salarié-e-s d'Amazon à Leipzig : avec le syndicat ver.di, ils se battent pour que la rémunération du secteur du commerce de détail s'applique aux 9 000 employés d'Amazon du pays. Trois délégués syndicaux de ver.di, évoquent leurs conditions de travail et les actions de solidarité.

En France, les cheminots jouent un rôle central dans les mobilisations : engagés contre la loi El Khomri, ils luttent aussi pour peser dans la négociation de leur convention collective de branche. Julian Mischi revient sur les réorganisations managériales qui dégradent les conditions de travail et la qualité du service public dans le secteur ferroviaire. Ce dossier propose également la traduction d'un article d'Ellen Meiksins Wood, théoricienne marxiste de langue anglaise, consacré au renouveau du mouvement syndical de la fin des années 1990. Sa réflexion sur le rôle de l'État devenant le support de la compétitivité du capital national sur le marché mondial fait échos aux attaques menées actuellement contre le Code du travail en France. Enfin, ce dossier s'achève avec une interview de Julian Mischi à propos de son ouvrage *Le Bourg et l'atelier* qui propose une « sociologie du combat syndical ».

27. 1.**LES SYNDICATS AU CŒUR DU RAPPORT DE FORCE ENTRE CLASSES**

La dénonciation des syndicats est un sport national, tout comme celle des soi-disant privilèges des cheminots à chaque grève déclenchée à la SNCF. Les attaques contre le mouvement syndical viennent de la droite ou des gouvernements en place. On ne s'en étonne guère. Mais elles sont aussi véhiculées au sein de la gauche plus ou moins radicale. Dépassés ? Sclérosés ? Les syndicats et leurs militants ne seraient-ils pas plutôt au cœur du rapport de force entre les travailleurs et les classes dominantes ? Retour sur des expériences récentes.

p. 2**27. 2.****« VA TE FAIRE FOUTRE, AMAZON »****Quand les grèves en Allemagne chamboulent le géant du commerce en ligne**

L'Allemagne des éditorialistes et des eurocrates béats est-elle bien le royaume des relations professionnelles pacifiées et du dialogue social harmonieux qu'ils ressassent ad nauseam ? Les salarié-e-s d'Amazon à Leipzig et le syndicat ver.di ne semblent pas être de cet avis. Depuis plus de deux ans, ver.di se bat pour que la rémunération du secteur du commerce de détail s'applique aux 9 000 employés d'Amazon en Allemagne. Du 4 au 6, puis du 22 au 27 juin, des employés de Leipzig se sont de nouveau mis en grève. Des membres du collectif Alliance de solidarité avec la grève ont interrogé trois grévistes, délégués syndicaux de ver.di

p. 4**27. 3.****LE DOUBLE COMBAT DES CHEMINOTS : POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LE SERVICE PUBLIC**

Les cheminots ont multiplié les journées de grève depuis mars 2016. Engagés contre la loi El Khomri, ils luttent aussi pour peser dans la négociation de leur convention collective de branche. L'enjeu est important : le secteur du rail est en proie à une dérégulation qui dégrade les conditions de travail et la qualité du service public. Auteur d'un ouvrage sur le syndicalisme cheminot, Julian Mischi revient sur les réorganisations managériales à la SNCF.

p. 6**27.4.****LE MOUVEMENT OUVRIER, LES CLASSES ET L'ÉTAT DANS LE CAPITALISME GLOBAL**

Le numéro 28 de la revue *Contretemps* (janvier 2016) porte sur le thème « Syndicalisme et politique ». Nous publions ici la version raccourcie d'un texte tiré de ce dossier. Il s'agit de la traduction d'un article d'Ellen Meiksins Wood, théoricienne marxiste de langue anglaise, consacré à ce qui apparaissait, à la fin des années 1990, comme un renouveau global du mouvement syndical, marqué par de grandes grèves. Le propos de ce texte reste d'une surprenante actualité. Ellen Meiksins Wood est décédée le 13 janvier dernier. Cette publication est aussi l'occasion de lui rendre hommage.

p. 7**27. 5.****UNE SOCIOLOGIE DU SYNDICALISME D'AUJOURD'HUI : POURQUOI S'ENGAGER ?**

Le nouveau livre de Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier* (Editions Agone), propose une « sociologie du combat syndical ». Après avoir scruté l'évolution du PCF, le sociologue, spécialiste des classes populaires, s'est penché cette fois sur l'engagement à la CGT. Il revient ici sur les enjeux de son ouvrage qui décrit un monde cheminot combatif malgré la force de logiques anti-syndicales.

p. 9

27. 1.

LES SYNDICATS AU CŒUR DU RAPPORT DE FORCE ENTRE CLASSES

La dénonciation des syndicats est un sport national, tout comme celle des soi-disant privilèges des cheminots à chaque grève déclenchée à la SNCF.

Les attaques contre le mouvement syndical viennent de la droite ou des gouvernements en place. On ne s'en étonne guère.

Mais elles sont aussi véhiculées au sein de la gauche plus ou moins radicale. Dépassés ? Sclérosés ?

Les syndicats et leurs militants ne seraient-ils pas plutôt au cœur du rapport de force entre les travailleurs et les classes dominantes ?
Retour sur des expériences récentes.

L'actuelle protestation contre le projet de loi travail n'échappe pas à la règle : des plumes se mobilisent pour célébrer un souffle protestataire que porteraient une « foule » [1] ou des « subjectivités rebelles » [2] contre des organisations syndicales « à bout de souffle » et en voie de « bureaucratisation » avancée. Prises dans le jeu des relations professionnelles et de la recherche de l'unité syndicale la plus large possible, les directions syndicales peuvent s'éloigner des préoccupations de la masse des salariés. C'est un fait. Mais dénoncer certains travers du mode de fonctionnement des confédérations syndicales conduit souvent à occulter le rôle des syndicalistes dans la dynamique d'une mobilisation telle que nous la vivons ces jours-ci.

Le terrain des luttes se travaille

Alors que certains vantent l'irruption d'une société ou d'un peuple 2.0 au-delà des organisations, voire contre celles-ci, rappelons simplement que le lancement de la pétition contre la loi El Khomri est surtout le fait de syndicalistes, essentiellement de la CGT, mais aussi d'autres organisations (FO, UNSA, CGC, UNEF, syndicat des avocats) regroupés autour de la féministe Caroline De Haas, ancienne dirigeante de l'UNEF. De même, la création sur Facebook de l'événement appelant à manifester le 9 mars est une réaction face à l'attitude timorée de l'intersyndicale mais on trouve des militants de la CGT parmi ses organisateurs. Surtout, ce sont les réseaux militants, tant virtuels qu'organisés dans les localités, les entreprises et les établissements scolaires, qui ont assuré la diffusion de cet appel et le succès d'une mobilisation de rue qui dépasse les seules organisations.

Dans un autre domaine, deux films récents donnent à voir le rôle clefs des militants syndicaux dans la contestation de l'ordre néo-libéral. D'abord le magnifique documentaire *Comme des lions* réalisé par Françoise Davisse (sortie en salle le 23 mars) sur la lutte des salariés de Peugeot Aulnay contre la fermeture de leur usine. L'action des militants et délégués CGT du site est essentielle pour comprendre l'intensité et la durée de la grève et sa popularité au-delà des seuls rangs syndiqués. Ils assurent la transmission d'un savoir-faire et de leurs expériences militantes accumulées sur des décennies contre les logiques d'éclatement des collectifs ouvriers et contre les syndicats maisons alliés à la direction de Peugeot.

Ensuite, mentionnons le film jouissif et percutant de François Ruffin, *Merci Patron !*, actuellement en salle, qui est dédié à Marie-Hélène Bourlard, ancienne déléguée CGT. C'est cette militante qui permet la rencontre entre le journaliste petit-bourgeois [3] et les Klur, la famille ouvrière au cœur de l'intrigue dont le père, Serge, a été licencié d'une filiale du groupe LVMH. Dans un monde social de plus en plus clivé, les syndicalistes

ouvriers jouent un rôle irremplaçable d'intermédiaires à la base de possibles synergies militantes entre les professions intellectuelles et les classes populaires. C'est cette alliance qui a fait, rappelons-le, la force passée du mouvement ouvrier et notamment du PCF, où se côtoyaient des militants ouvriers et des enseignants.

Un renouveau syndical par la force des choses

Depuis 30 ans, les syndicats sont censés disparaître et se couper du monde du travail. A force de vieillir et se scléroser, on se demande bien comment il existe encore des syndicats aujourd'hui. Or force est de constater que les syndicats sont toujours présents dans les grandes entreprises (SNCF, EDF, Renault, La Poste...) tout comme dans les complexes industriels majeurs (Peugeot à Sochaux, Michelin à Clermont-Ferrand, la Navale à Saint-Nazaire...). Le plus souvent CGT en tête alors même que le rapport de force est plus que jamais défavorable. Par la force des choses, les militants de ces syndicats ne viennent pas tous des années 1970. Les organisations se sont renouvelées : de nouveaux embauchés se sont syndiqués et de jeunes ouvriers sont devenus représentants du personnel. Le syndicat SUD s'est par ailleurs structuré dans d'autres secteurs, comme la santé et le social, les prestataires de services, ou encore la culture.

La diversité sociale des militants syndicaux et leur ancrage dans les milieux populaires contrastent avec l'embourgeoisement généralisé du monde politique. De façon significative, nombreux sont les travailleurs issus de migrations récentes, du Maghreb notamment, à se mobiliser dans les syndicats de leurs entreprises comme on peut le voir dans le film *Comme des lions* et, plus généralement, au sein de la métallurgie. Mais pas seulement : ancien délégué CGT de Cellatex, Maurad Rabhi dirige par exemple la fédération Textiles, Habillement et Cuirs. Et on pourrait multiplier les exemples dans les syndicats locaux, notamment dans le commerce, la restauration ou encore la propreté [4]. Or de tels profils populaires sont largement absents dans les partis et municipalités de gauche. En fait, les syndicats apparaissent comme l'un des rares milieux où les ouvriers et employés de service, hommes et femmes, loin d'être relégués, sont aux avant-postes, en première ligne. Et même lorsque les syndicalistes deviennent permanents, ils ne se coupent pas forcément du monde du travail car ils peuvent être détachés au cours de trajectoires professionnelles souvent longues. C'est souvent après avoir expérimenté la dureté du travail subalterne que certains se consacrent totalement à l'organisation syndicale et se soustraient de la répression syndicale. Contrairement là-encore aux partis politiques, où l'on devient professionnel très tôt, dès la sortie du système scolaire, sur des postes d'attaché parlementaire ou de collaborateur d'élu.

Des contre-pouvoirs populaires

Face aux discours anti-organisationnels simplistes, il est important de souligner que les profils militants sont multiples et que les rapports de force dans les entreprises se constituent autour de syndicalistes qui s'organisent aussi grâce aux mandats. Ils s'appuient sur les possibilités d'échapper, en partie, aux contraintes de la production pour faire en quelques sortes un autre travail, militant, au service des salariés. C'est le travail quotidien des syndiqués, surtout de celles et ceux toujours présents dans les entreprises ou actifs dans leur union locale, y compris lorsqu'ils sont retraités, qui pose les bases des protestations collectives. Sans ce travail de terrain, de transmission de valeurs et d'organisation collective, le « peuple » ou la « foule » seraient bien désarmés. Cette organisation syndicale constitue même une résistance aux risques de confiscation des mobilisations sociales par les élites petites-bourgeoises [5].

Le syndicalisme est en effet un puissant vecteur de mobilisation des classes populaires dans l'espace public, un outil efficace de lutte contre leur marginalisation politique. L'apprentissage à l'œuvre au sein des syndicats permet aux ouvriers de tenir un rôle de représentant dans l'espace public à travers la mobilisation d'un savoir-faire relationnel et de l'acquisition d'une confiance en soi contre une honte sociale. S'affirmer face à la hiérarchie, face aux cadres dirigeants, dans le cadre de la lutte syndicale donne des ressources pour tenir tête ensuite aux classes moyennes et supérieures dans les organisations et l'espace public. Alors que les membres de la petite bourgeoisie tendent à dominer la vie militante, l'engagement syndical constitue l'une des principales matrices permettant une promotion de militants issus des classes populaires qui n'entendent pas s'en remettre à d'autres pour les représenter et les défendre.

C'est ce que j'ai pu observer à l'occasion d'une enquête menée auprès de cheminots d'une région rurale : les travailleurs du rail se sont forgé des outils au sein du syndicat pour s'impliquer dans les réseaux associatifs et politiques locaux et pour politiser leur action au-delà des revendications locales. Ils sont en mesure de contrarier l'entre-soi des municipalités sinon essentiellement dirigées par des représentants des élites sociales et culturelles. La dénonciation des orientations managériales et de la hiérarchie dans l'entreprise ferroviaire se prolonge dans l'espace local où les cheminots CGT et SUD peuvent contester la structuration du pouvoir municipal autour des membres de l'encadrement et politiser les enjeux électoraux.

Même à cette échelle, j'ai pu observer une distance entre certains représentants syndicaux et les syndiqués. Il ne faudrait pas le nier : les dirigeants syndicalistes peuvent être pris dans le piège de l'évolution des relations professionnelles, impulsée notamment par les managers des grandes entreprises, qui les éloigne de leur base militante et des réalités quotidiennes de leurs collègues de travail. Ils peuvent aussi découvrir tout un horizon de fréquentations et d'activités qui les distinguent de celles et ceux qu'ils sont censés représenter.

Cette professionnalisation et cette bureaucratisation peuvent favoriser la dépossession des syndicalistes « de base ». Mais, au lieu de pointer l'existence des syndicats ou même des permanents comme source de tous les maux et faiblesses du mouvement social, c'est probablement du côté du contrôle des permanents par les militants que se joue la possibilité d'un rapport de force qui se ferait avec la mobilisation de la masse des salariés. Du côté également de leur capacité à s'adresser aux fractions les plus dominées et les moins organisées des classes populaires. À cet égard, les politiques organisationnelles de syndicalisation peuvent constituer des leviers puissants pour lutter contre la re-

production des rapports de domination au sein des mouvements sociaux qui favorisent les hommes, les plus diplômés, les nationaux, etc. D'une façon générale, un rapport de force favorable aux classes populaires se construit dans le temps, à travers la structuration d'armes militantes et collectives de lutte contre l'exclusion politique du plus grand nombre.

Julian Mischi, sociologue
auteur de l'ouvrage

Le Bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndicat,
Agone, 2016.

[notes]

1. Christophe Aguiton et Nicolas Haeringer, « Pétitions, manifestations et mouvements sociaux : l'irruption de la foule comme réveil politique », *Mouvements*, 7 mars 2016.
2. Nicolas Poirier et Manuel Cervera-Marzal « Mobilisation contre la loi El Khomri : le contenu et la forme », *Libération*, 4 mars 2016.
3. Voir l'interview de François Ruffin à *Ballast* : <http://www.revue-ballast.fr/francois-ruffin/>
4. Sur ce dernier secteur, lire Cristina Nizzoli, *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle »* (Marseille et Bologne), PUF, 2015.
5. Lire « Porte-parole, militants et mobilisations », *Agone*, n° 56, 2015.

27. 2. « VA TE FAIRE FOUTRE, AMAZON »

Quand les grèves en Allemagne chamboulent le géant du commerce en ligne

L'Allemagne des éditorialistes et des eurocrates béats est-elle bien le royaume des relations professionnelles pacifiées et du dialogue social harmonieux qu'ils ressassent ad nauseam ? Les salarié-e-s d'Amazon à Leipzig et le syndicat ver.di ne semblent pas être de cet avis. Depuis plus de deux ans, ver.di se bat pour que la rémunération du secteur du commerce de détail s'applique aux 9 000 employés d'Amazon en Allemagne. L'entreprise rétorque qu'elle fait de la logistique, et que les rémunérations salariales doivent s'aligner sur celles du secteur – sans qu'aucune convention collective n'ait jamais été signée. Outre les revendications d'une convention collective, qui permettrait d'augmenter les salaires, ver.di et les employé-e-s d'Amazon se battent pour des congés payés, la prime de Noël fixée dans la convention collective, des heures supplémentaires pour le travail de nuit à partir de 20 heures (pour le moment, elles ne sont pas payées avant 22 heures) et un salaire minimum de 10,66€ de l'heure. Jusqu'à maintenant, Amazon rejette catégoriquement ces revendications.

Du 4 au 6, puis du 22 au 27 juin, des employés de Leipzig se sont de nouveau mis en grève.

Des membres du collectif Alliance de solidarité avec la grève (Streik-Solidaritäts-Bündnis[1]) ont interrogé trois grévistes, salariés à plein temps et délégués syndicaux de ver.di, sur leurs conditions de travail, les actions communes avec d'autres secteurs en grève et la solidarité internationale avec des employés d'Amazon en Pologne.

TERRAINS DE LUTTES : à deux reprises en juin, du 4 au 6 puis du 22 au 27, une grève a de nouveau été lancée chez Amazon. Qu'est-ce qui caractérise cette vague de grèves ?

MARKO : cette fois-ci nous nous sommes mis en grève sans préavis. Pour l'employeur, c'est très difficile de s'adapter à ce genre de situation. Les grévistes ont très bien accueilli cela et la participation a été très importante. Pendant cette période de grève, il y a eu beaucoup de nouvelles adhésions au syndicat. C'est l'effet boomerang de la politique de l'employeur, comme par exemple les changements qui ont été introduits dans le travail posté. Par ailleurs, le vingt-neuvième jour de vacances a été supprimé.

MARKO : le modèle de travail posté actuel prévoit que les employés du secteur « Inbound » (où sont déposées les marchandises) travaillent seulement un samedi par mois, et ceux du secteur « Outbound » (la livraison de la marchandise), deux samedis par mois. Dans le nouveau modèle, les salariés du « Inbound » doivent travailler eux aussi deux samedis par mois. Dans les deux groupes, les gens commencent à se dire qu'il faut qu'ils prennent en main la défense de leurs droits.

TDL : chez vous, il y avait aussi des tentatives originales de syndicalisation. Pensez-vous que cela a eu une influence sur le développement de la grève ?

MARKO : Le soutien de militants syndicaux extérieurs a transformé les discussions avec les briseurs de grève postés à l'entrée. C'est difficile d'estimer l'effet qu'a eu leur travail. Mais ce qui est sûr, c'est que dans les grèves précédentes, nous n'avons jamais eu autant d'adhésions au syndicat. Nous faisons des grèves depuis 2 ans, nous avons pris de la bouteille. Faire bouger des gens et modifier leurs opinions, ça demande beaucoup d'empathie, de discussions et surtout de travail.

TDL : qu'est-ce qui a changé dans les discours ?

MARKO : Nous ne distribuons pas seulement des tracts, nous nous adressons aussi directement aux gens, de manière ciblée. Nous montrons clairement que nous sommes devant la porte en tant que collègues, et pas en tant que syndicalistes. Et nous posons des questions ouvertes aux collègues, auxquelles ils doivent répondre directement. Mais par contre, le temps de discussion devant la porte est très réduit, parce que les gens doivent aller travailler. C'est la raison pour laquelle nous devons bien réfléchir à ce que nous pouvons leur

apporter en quelques phrases seulement, des phrases auxquelles ils continueront de penser pendant qu'ils bossent.

MARKO : le fait qu'il y a de plus en plus de monde qui participe, ça motive énormément. Parce que par le passé, nous avons eu des phases de désarroi et de résignation.

MARKO : chacun de nous savait que les négociations allaient traîner sur plusieurs années. Mais c'est quand-même autre chose quand on le vit. Maintenant, après deux ans, nous atteignons un succès partiel. Mais pour ce qui est de notre objectif principal, la convention collective, il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir. L'employeur essaie constamment de nous décrédibiliser. Il prétend par exemple que les grèves n'auraient aucune répercussion – alors même que nous savons, en interne, que ce n'est pas vrai. Ces déclarations médiatiques sont quand même énervantes. Et les collègues qui se mettent en grève depuis deux ans se posent la question : « Est-ce que ça rime encore à quelque chose ? »

TDL : comment faites-vous pour évaluer les effets de la grève sur l'activité d'Amazon ?

MARKO : Quand les grèves durent plusieurs jours, nous passons des commandes test sur Amazon pour les abonnements Premium. Les abonnements Premium, ce sont les commandes pour lesquelles Amazon garantit la livraison le lendemain. Or là, nous voyons qu'Amazon ne peut pas toujours respecter ses engagements. En plus, nous voyons combien de commandes restent en stock pendant les jours de grève. On peut voir, en regardant les statistiques, que des milliers de commandes standard et premium arrivent en retard.

MARKO : Amazon essaie de mettre différents centres logistiques en concurrence les uns avec les autres. Ça concerne les temps de pause, la rémunération, les conditions de travail, etc. En Pologne, deux centres logistiques ont été ouverts dans lesquels le salaire est différent. Amazon fait ça par principe. Ils veulent créer de la confusion et du conflit. L'entreprise espère faire jouer les centres les uns contre les autres.

TDL : est-ce que vous avez l'impression que cette stratégie marche ?

MARKO : En partie, oui. On le voit déjà dans le fait que beaucoup du monde ne se met pas en grève avec nous. La peur de perdre son poste joue un rôle, et l'employeur en tire profit. Amazon laisse les employés dans l'incertitude concernant l'éventuelle fermeture de leur lieu de travail jusqu'à la dernière minute. Mais ça, ce n'est

pas quelque chose de spécifique à Amazon, toutes les entreprises font ça.

MARCO : il y a plusieurs centres où la décision de prolonger l'activité est attendue : Briselang, Bad Hersfeld et Leipzig. On va bientôt savoir s'ils restent ouverts pour les cinq années à venir ou s'ils vont être fermés. Naturellement, ça fait très peur aux employés. S'ils savaient maintenant que l'activité continuera sur les cinq années à venir, nous aurions une augmentation bien plus importante des adhésions au syndicat.

MARKO : dans les conversations avec ceux qui continuent à travailler, nous entendons des justifications différentes pour expliquer pourquoi ils ne participent pas à la grève : pour les uns, c'est la peur de perdre son boulot ; pour les autres, il ne leur reste que quelques années avant la retraite et ils pensent qu'ils ne profiteront pas d'une convention collective. Et puis il y a toujours ceux qui ne voient pas que la grève est faite par des collègues, pas par des agitateurs extérieurs. Ils voient ver.di comme une « troisième force », selon l'expression qu'utilisent les employeurs. Bien sûr, c'est une idée fautive, parce que le syndicat met seulement des moyens à disposition des salarié-e-s. Toute l'organisation – la préparation de la grève, son déroulement, etc. – est assurée par des collègues, qui sont employés dans l'entreprise.

TDL : *est-ce que vous pouvez revenir sur les thèmes qui sous-tendent le mécontentement ?*

MARKO : Dans la boîte, il y a plusieurs services qui sont très éloignés des salles de la pause ; parfois il faut compter jusqu'à cinq minutes de marche. Aller et retour, ça fait dix minutes. Et la pause dure vingt-cinq minutes. Comme tout le monde doit être à son poste de travail quand la sonnerie annonce la fin de la pause, en réalité il ne reste que quinze minutes pour se reposer. C'est vraiment insuffisant. Avec le comité d'entreprise et le syndicat ver.di, nous nous battons pour changer ça et pour imposer des temps de pause raisonnables. Une règle simple, ce serait que la pause commence au tourniquet. Car pour aller en salle de pause, nous devons passer par la sécurité. Ils nous contrôlent pour voir si nous avons des marchandises sur nous.

PETER : En plus il y a un nouveau sondage du personnel qui est fait sur les scanner à main. On ne peut pas y échapper, on est obligés de répondre aux questions. Même l'heure à laquelle on répond est enregistrée. C'est une infraction évidente de la loi contre les abus informatiques. Pour Amazon, il s'agit de savoir quels employés, dans quels services, ont des positions critiques, pour avoir la possibilité d'agir contre les poches de mécontentement. Nous faisons circuler une pétition contre cela, et nous proposons que tout le monde coche la même réponse pour que l'entreprise n'y comprenne plus rien.

TDL : *la semaine dernière, les employés de la Poste, du secteur socio-éducatif et d'Amazon se sont mis en grève et ont fait une manifestation ensemble[2]. Comment avez-vous perçu cette action commune ? Est-ce que vous avez des idées pour continuer le travail dans cette direction ?*

MARKO : On peut sans doute dire que plus il y a de gens qui participent à la grève, plus les manifestations prennent de l'ampleur. Comme le personnel de ces autres secteurs s'est mis en grève avec nous, et comme beaucoup du monde du collectif Alliance de solidarité avec la grève a participé à la manifestation, nous étions très nombreux. Par sa seule masse, un mouvement peut prendre conscience de sa force. Plus il y a de gens devant la porte, plus les collègues sont motivés pour se mettre en grève eux aussi. Tant que les conflits dans ces autres secteurs ne sont pas résolus et que les grèves continuent, les alliances restent possibles, La Poste a appelé à une grève à durée indéterminée. Pour les éducateurs et éducatrices, nous devons

attendre le résultat de la médiation. Mais en général la collaboration est souhaitable. Pourquoi ne devrait-on pas regrouper nos forces ?

MARCO : Ce que j'ai trouvé vraiment génial, c'était pendant notre dernière grève, quand les routiers ont dit « va te faire foutre Amazon. Moi, je vais rester garé ici pendant une demi-heure. » Ils étaient garés devant le centre logistique et ils n'ont pas voulu se déplacer. C'est une nouvelle forme de grève, c'est vraiment la classe ! Alors que je rentrais chez moi, une jeune mère dans le tram est venue me parler et m'a demandé pourquoi nous nous mettions en grève. Je lui ai tout expliqué, elle m'a dit qu'elle nous soutenait complètement, qu'elle n'irait plus acheter chez Amazon, en signe de protestation, et qu'elle écrirait une lettre à la direction d'Amazon. Ce sont des moments où on se dit « c'est génial ! » Et quand nous avons manifesté en ville, c'était super que le collectif Alliance de solidarité avec la grève soit venu aussi nombreux. Globalement, je trouve que la collaboration fonctionne très bien. Au début, il y a six ans, nous n'aurions jamais cru que nous serions tous rassemblés ici aujourd'hui.

TDL : *est-ce qu'il y a de la solidarité internationale entre différents sites ? Si oui, quelle forme la collaboration prend-elle ?*

MARKO : La solidarité internationale se développe, non seulement grâce aux permanents de ver.di mais aussi grâce au personnel en grève. En rendant visite au personnel des centres logistiques polonais pour montrer leur solidarité, beaucoup de liens ont été tissés. Il y a plusieurs tentatives de construire une organisation commune. À moyen terme, le but est d'étendre les grèves à toute l'Europe. Évidemment, c'est difficile, car la culture militante et les mouvements de grève sont organisés de manière très différente d'un pays à l'autre. Mais je pense qu'un jour ou l'autre la Pologne jouera un rôle moteur. Le mécontentement s'est répandu en très peu de temps et les salariés ne sont pas du tout d'accord avec le système d'Amazon. C'est pourquoi le mouvement se propage très vite là-bas. Beaucoup d'employés s'organisent et comprennent que quelque chose doit changer.

MARCO : Par contre, en Pologne, ça reste plus difficile de se mettre en grève. Là-bas, l'indemnité de grève n'est pas payée. Comme le syndicat n'a pas beaucoup de sous, il ne peut même pas salarier un secrétaire du syndicat pour soutenir des grévistes. Eux, ils doivent tout faire eux-mêmes : élire des personnes de confiance, monter une commission tarifaire, etc. Ils versent 2,50€ par mois dans la caisse de grève. Tout l'argent est utilisé pour les tracts et les affiches.

Entretien réalisé par Sebastian et Jasper de l'Alliance de solidarité avec la grève Leipzig (Streik-Solidaritäts-Bündnis) et traduit par Theresa Kühnert. Cet entretien est paru dans *Analyse und Kritik. Zeitung für linke Debatte und Praxis*, n° 606, 16 juin 2015

[notes]

1. L'Alliance de la solidarité avec la grève à Leipzig existe depuis 2013, date de la première grève des ouvriers d'Amazon à Leipzig. Plusieurs personnes de l'Alliance travaillent dans le secteur du commerce de détail eux-mêmes, d'autres sont étudiants et doivent travailler dans des conditions précaires pour financer leurs études. Ils soutiennent la grève d'Amazon depuis le début et se montrent solidaires avec les autres mouvements de grève, comme récemment la grève du personnel de nettoyage industriel, qui a eu lieu mi-juin à Leipzig. [ndlt]
2. Fin mai, le personnel de la Poste, d'Amazon et des employés du secteur socio-éducatif et social ont manifesté ensemble à Leipzig et dans des autres villes. Les employés de ces trois domaines se sont mis en grève au même moment.

27. 3.

LE DOUBLE COMBAT DES CHEMINOTS : POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LE SERVICE PUBLIC

Les cheminots ont multiplié les journées de grève depuis mars 2016.

Engagés contre la loi El Khomri, ils luttent aussi pour peser dans la négociation de leur convention collective de branche.

L'enjeu est important : le secteur du rail est en proie à une dérégulation qui dégrade les conditions de travail et la qualité du service public.

Auteur d'un ouvrage sur le syndicalisme cheminot, Julian Mischi revient sur les réorganisations managériales à la SNCF.

A l'instar d'autres secteurs publics (poste, énergie, télécommunication, hôpitaux, etc.), le transport ferroviaire est lui aussi touché par la mise en œuvre de réformes néolibérales impulsées par l'Union Européenne et appuyées par l'Etat français et les élites économiques nationales. La SNCF connaît une filialisation de ses branches, un développement de la sous-traitance et l'application de méthodes de management importées du privé, autant de dispositifs favorisant l'éclatement des collectifs de travail et la mise en concurrence des travailleurs du rail.

Une privatisation rampante de la SNCF

Les agents de la SNCF subissent depuis une trentaine d'années des réorganisations se traduisant par une baisse des effectifs ainsi que des fermetures et fusions d'établissements. Ils travaillent dans un contexte d'incessantes et profondes restructurations, qui ont pris une tournure inédite dans le cadre du mouvement néolibéral qui touche toute l'Europe avec le soutien des gouvernements français. La Commission européenne a lancé au début des années 1990 un vaste programme de libéralisation des chemins de fer contraignant les pays de l'Union européenne à ouvrir leur marché ferroviaire à la concurrence [1]. La direction de la SNCF et l'État français ont impulsé cette évolution, ils ont favorisé la segmentation de l'entreprise en de multiples branches et filiales, certaines de droit privé et employant des agents qui ne bénéficient pas du statut du cheminot.

Geodis, une filiale de droit privé du groupe SNCF s'occupe par exemple du transport de marchandises (le fret) en abandonnant des marchés aux opérateurs privés, comme Europorte, entreprise ferroviaire du groupe Eurotunnel. Des entités de droit privé comme Eurostar ou Thalys exploitent les nouvelles lignes TGV. En 2006, la SNCF annonçait contrôler 49 « groupes de sociétés » et plus de 650 filiales. Ces restructurations bouleversent les conditions d'emploi des travailleurs du rail et provoquent un accroissement des inégalités de rémunérations dans le monde cheminot.

D'un côté de la hiérarchie, des activités qui étaient assurées par la main-d'œuvre la moins qualifiée sont filialisées ou sous-traitées, renforçant le poids des agents hors statut parmi les salariés d'exécution, travaillant par exemple à l'entretien des voies. De l'autre côté, les salaires des hauts dirigeants se sont envolés au cours des années 2000 (plus de 80 % d'augmentation entre 2003 et 2010) en même temps que des cadres issus d'écoles de management succèdent aux ingénieurs maison [2].

Des cadres dirigeants acquis au néo-libéralisme

Une fraction importante des dirigeants de la SNCF viennent désormais du privé (Valéo, Thompson, Renault, etc.) dans le cadre de contrats courts. Ils n'ont pas le statut de cheminot et sont par conséquent peu sensibles à sa défense. Dans les régions, les cadres supérieurs ne font le plus souvent que passer à la tête des établissements de la SNCF. Leur mobilité ne favorise pas leur attachement

aux salariés des sites qu'ils peuvent restructurer sans beaucoup d'états d'âme. En outre, l'encadrement patronal est de moins en moins constitué de cadres maison. Certaines formes de promotion interne ont disparu avec l'allongement des études et la multiplication des « attachés », des agents recrutés grâce à leurs diplômes et non sur examen ou concours, notamment des ingénieurs des grandes écoles. On passe progressivement de cadres techniciens issus de la promotion interne à des cadres managers recrutés à l'extérieur de l'entreprise, qui réorganisent l'activité autour d'objectifs d'augmentation du rendement et de rentabilité immédiate. Sur le terrain, les « dirigeants de proximité » sont formés et impliqués dans un encadrement plus serré et agressif des agents. Ils doivent assurer une intensification des rythmes de travail et une pression accrue sur les nouveaux embauchés. Les stratégies patronales se sont affinées après le conflit de l'hiver 1995 au cours duquel des cadres ont pu soutenir la mobilisation contre le plan Juppé sur les retraites et la Sécurité sociale. Depuis, la direction de la SNCF investit dans la communication interne et s'attache à former ses cadres dans la lutte antisyndicale [3]. Pour mener à bien leur carrière et assurer leur fonction de commandement, les membres de l'encadrement doivent se tenir plus que jamais à distance des agents d'exécution. Les nouvelles logiques de promotion et de rémunération des cadres et agents de maîtrise les éloignent de leurs équipes, rendant peu probables les situations passées, où certains responsables étaient militants CGT.

Le management contre la solidarité cheminote

L'impact des orientations financières et de la démarche managériale s'observe par exemple dans les métiers de la vente. Comme à La Poste, les agents commerciaux de la SNCF sont incités à proposer des produits dits « à forte valeur ajoutée » et doivent éviter de personnaliser leur relation avec l'usager qui devient un « client ». Ils travaillent sous une surveillance rapprochée de leur hiérarchie qui n'hésite pas à les sanctionner si les objectifs commerciaux ne sont pas remplis. Les repréailles se traduisent par des modérations de prime ou des déroulements de carrière bloqués lors des notations.

Les dirigeants de proximité acquièrent davantage de pouvoir sur la promotion et les conditions d'emploi de leurs subalternes. La multiplication des primes individuelles et la part de plus en plus importante de la promotion « au choix » (c'est-à-dire sur décisions hiérarchiques et non plus selon une progression régulière liée à l'ancienneté) renforcent le pouvoir de la hiérarchie dans les rémunérations et l'avancement de carrière des agents [4]. Derrière le « choix », se cache souvent l'évaluation de capacités relationnelles de son obéissance à l'autorité. Les logiques de promotion interne s'individualisent et entraînent une division des collectifs de travail. L'entretien individuel annuel, où sont abordés en face à face les souhaits de progression et de mobilité, symbolise cette nouvelle gestion individualisée des carrières qui court-circuite les

revendications collectives et permet de maintenir une domination personnalisée sur le lieu de travail. Montrer que l'on travaille « mieux » et que l'on est plus docile que son collègue ouvre à des avantages. Dans ce contexte de mise en concurrence et de gestion différenciée des carrières, les nouvelles générations peuvent adopter des comportements perçus comme « individualistes ». L'action de syndicats comme la CGT ou SUD vise justement à contrer au quotidien ces logiques individualistes. L'engagement syndical apparaît comme un espace de défense de la dignité professionnelle, mise à mal par une politique de management qui divise et tourne le dos aux valeurs du service public. La lutte contre la détérioration des conditions de travail (horaires, formation, etc.) est indissociablement liée à la défense des missions de service public : continuité, qualité du service, sécurité, etc. Cette lutte se mène désormais au-delà du seul périmètre de la SNCF, elle se déroule au niveau de la branche avec les cheminots des entreprises ferroviaire de droit privé. C'est tout l'enjeu de la mobilisation actuelle pour peser dans la négociation du décret socle qui fixe des règles de travail communes à l'ensemble du secteur. CGT et SUD luttent pour que chaque cheminot puisse avoir les mêmes conditions de vie et de travail, que ce soit au sein du public ou du privé. Cette mobilisation s'articule tout naturellement

avec le mouvement contre la loi El Khomri. D'où le travail actuel du gouvernement et des médias dominants pour la désamorcer et la dissocier de la protestation générale contre la loi Travail.

Julian Mischi

[notes]

1. Julian Mischi et Valérie Solano, « Accélération de la privatisation du rail en Europe. Trente-six compagnies pour une ligne de chemin de fer », *Le Monde Diplomatique*, juin 2016.
2. Dominique Andolfatto, Marnix Dressen et Jean Finez, « Les salaires à la SNCF. Inflexion néo-libérale et résilience du statut », *Notes de l'Institut européen du salariat*, n° 27, mai 2012.
3. Lire « Réprimer et domestiquer : stratégies patronales », *Agone*, 2013, n° 50.
4. Selon des logiques que l'on retrouve également à l'œuvre à la RATP : Martin Thibault : « Ouvriers malgré tout. Enquête sur les ateliers de maintenance des trains de la Régie autonome des transports parisiens », *Raisons d'agir*, 2013.

POUR ALLER PLUS LOIN :

lire du même auteur : *Le Bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Editions Agone, 2016.

27.4. LE MOUVEMENT OUVRIER, LES CLASSES ET L'ÉTAT DANS LE CAPITALISME GLOBAL

Le numéro 28 de la revue *Contretemps* (janvier 2016) porte sur le thème « Syndicalisme et politique ».

Nous publions ici la version raccourcie d'un texte tiré de ce dossier. Il s'agit de la traduction d'un article d'Ellen Meiksins Wood, théoricienne marxiste de langue anglaise, consacré à ce qui apparaissait, à la fin des années 1990, comme un renouveau global du mouvement syndical, marqué par de grandes grèves (en France, mais aussi en Ontario ou en Corée du Sud) et la victoire inattendue d'une équipe réformatrice à la tête de l'AFL-CIO étatsunienne [1]. Si ce renouveau s'est en grande partie fracassé à l'épreuve du 11 septembre 2001, puis de la crise financière de la fin des années 2000, le propos de ce texte reste d'une surprenante actualité.

En effet, au-delà des références datées au New Labour ou aux manifestations contre la fermeture de Renault Vilvorde, l'auteure discute de manière stimulante un point qui reste au cœur des débats à gauche : celui du rôle de l'État dans la mondialisation. Elle défend l'idée que ce rôle n'est pas moins mais plus important car l'État devient précisément le support de la compétitivité du capital national sur le marché mondial. Dans le contexte actuel des injonctions à la « compétitivité » qui ont orienté les lois Macron et Rebsamen et qui cadrent la refonte annoncée du Code du travail, nul doute que cette réflexion suscitera l'intérêt des militants syndicaux.

Ellen Meiksins Wood est décédée le 13 janvier dernier. Cette publication est aussi l'occasion de lui rendre hommage.

[...] Il y a environ seize ans, dans un article intitulé « La séparation de l'économique et du politique dans le capitalisme », j'ai parlé de la force centrifuge du capitalisme pour souligner, à l'encontre de ce qu'enseigne le marxisme traditionnel, que la structure même de la production et de l'exploitation tend, à l'époque du capitalisme pleinement développé, à fragmenter et domestiquer la lutte de classe, à produire des luttes de classe localisées, particularistes et repliées sur soi [2]. Le capitalisme a incontestablement des effets homogénéisants ; l'intégration de l'économie capitaliste fournit assurément la base matérielle de la solidarité de classe entre travailleurs, par-delà les murs des entreprises individuelles et même par-delà les frontières. Mais l'effet le plus immédiat du capitalisme est de circonscire le conflit de classe au sein d'unités de production individuelles, de décentraliser et de localiser la lutte de classe. Cette situation n'est

pas le produit d'un défaut dans la conscience de classe des travailleurs, il faut insister sur ce point. C'est la réponse à une réalité matérielle, à la façon dont le monde social est concrètement organisé par le capitalisme.

Cela veut dire aussi, comme je l'ai expliqué, que les problèmes politiques sont en un sens « privatisés » par le capitalisme. Les conflits autour de l'autorité et de la domination qui, dans les sociétés précapitalistes, visaient directement les pouvoirs juridiques et politiques des seigneurs et de l'État, ont basculé vers les entreprises capitalistes individuelles sous le capitalisme. Même si le capital a incontestablement besoin du pouvoir de l'État pour soutenir le système de classe et pour maintenir l'ordre social, ce n'est pas à travers l'État, mais par le procès de production et par son organisation hiérarchique, que le capital exerce le plus directement son pouvoir sur les travailleurs. [...]

L'État-nation agent principal de la globalisation

Mais au moment même où je défendais cette idée que le capitalisme a tendance à fragmenter et privatiser les luttes apparaissaient des tendances contraires : l'intégration croissante du marché capitaliste au plan international était en train de transférer les problèmes de l'accumulation capitaliste des entreprises individuelles vers la sphère macroéconomique et le capital était contraint de s'appuyer de plus en plus sur l'État pour garantir les conditions de son accumulation. C'est pourquoi j'ai avancé que la complicité croissante de l'État dans les menées antisociales du capital pourrait conduire à ce que l'État devienne une cible de premier plan des résistances dans les pays capitalistes avancés, contrebalançant certains des effets centrifuges du capitalisme, telle sa tendance à fragmenter et domestiquer la lutte de classe. À l'époque, je n'avais encore pas entendu parler de globalisation et je n'imaginai pas que l'on prendrait bientôt comme une évidence l'idée que l'intégration internationale du marché capitaliste affaiblit les États-nations en éloignant d'eux le cœur du pouvoir du capital. Ces derniers temps, alors que la globalisation est sur toutes les lèvres, je me suis retrouvée à contester cette idée populaire selon laquelle la globalisation rend l'État-nation de plus en plus impuissant. J'ai défendu l'idée que, quelles que soient les fonctions que l'État pouvait bien perdre, il en gagnait de nouvelles en tant qu'intermédiaire principal entre le capital et le marché global. J'entends maintenant montrer que ces évolutions pourraient bien commencer à avoir des conséquences sur la lutte des classes que je n'envisageais alors, en 1981, que comme d'hypothétiques développements.

Il est possible de débattre du degré réel de la « globalisation », de ce qui a ou n'a pas été véritablement internationalisé. Mais une chose est sûre : dans le marché global, le capital a besoin de l'État. Il a besoin de l'État pour garantir les conditions de l'accumulation, pour maintenir la discipline du travail, pour accroître la mobilité du capital tout en empêchant celle du travail. Derrière chaque firme transnationale, il y a une base nationale qui dépend de son État local pour entretenir ses chances de succès, et des autres États pour accéder à d'autres marchés et d'autres forces de travail. En un sens, la notion même de « globalisation » renvoie au fait que la concurrence n'oppose plus seulement, ni même principalement, des firmes individuelles, mais des économies nationales entières. Et c'est en conséquence de cela que l'État-nation a acquis des fonctions nouvelles comme instrument de cette concurrence.

L'État-nation est donc bien plutôt l'agent principal de la globalisation. Le capital étatsunien, dans sa quête de « compétitivité », exige un État qui maintienne les dépenses sociales au minimum tout en contenant les désordres et conflits sociaux générés par cette absence de prise en charge sociale. Dans l'Union européenne, supposément le modèle d'organisation transnationale, la réunion des conditions pour l'union monétaire est de la responsabilité première des États. Ce sont les États qui sont en première ligne pour imposer à leurs citoyens l'austérité et les sacrifices rendus nécessaires par les critères drastiques de la monnaie unique, pour endiguer les conflits engendrés par cette politique et pour maintenir l'ordre et la discipline du travail. Il n'est pas impossible que les vigoureuses poussées nationalistes dans plusieurs pays finissent par bloquer l'intégration. Il est cependant plus que vraisemblable que ces États-nations continueront dans un futur proche à jouer un rôle central d'intermédiaires entre le capital et le marché global, de créateurs d'un environnement propice à l'accumulation du capital et de principal rempart du capital contre les désordres internes. Et bien entendu, conformément à la logique contradictoire du capitalisme, les mêmes États qui concourent à l'intégration capitaliste en œuvrant à la compétitivité du capital européen au sein de l'économie mondiale sont aussi les principaux acteurs de la concurrence entre les différentes économies nationales à l'intérieur de l'Europe. L'État joue également d'autres rôles dans les différents pays. Il veille

en particulier, je l'ai dit, à fixer le travail tandis que le capital circule à travers les frontières nationales. Dans les pays capitalistes moins développés, il peut servir de courroie de transmission à d'autres États capitalistes plus puissants. Dans tous les cas, l'État est essentiel au capitalisme sous une forme ou une autre et il est probable qu'il le restera dans le futur proche. Il est bien sûr possible que l'État change de forme et que l'État-nation traditionnel cède progressivement la place à des États plus étroitement localisés d'une part, ou à des autorités politiques régionales plus larges d'autre part. Mais l'État continuera de jouer un rôle crucial, quelle que soit sa forme. Et j'ai la conviction que sa forme dominante sera pour longtemps encore celle du vieil État-nation.

Les politiques de compétitivité au cœur de la protestation sociale

Quels effets ont donc eus ces nouvelles fonctions de l'État ? Quelles en ont été les conséquences pour la lutte des classes ? S'est-il avéré vrai, comme je le suggérais, que ces nouvelles fonctions de l'État dans un capitalisme « flexible » et « global » feraient de lui la cible de la lutte de classe, un point de ralliement des travailleurs ? Il est encore trop tôt pour en juger, mais on peut à tout le moins noter une recrudescence de protestations de masse et de manifestations de rue dans de nombreux endroits : en France, en Allemagne, au Canada, en Corée du Sud, en Pologne, en Argentine, au Mexique, etc. [...] Je ne veux pas extrapoler leurs conséquences possibles, mais il est utile d'analyser ce qu'elles ont en commun.

On s'accordera sans peine sur le fait que ce point commun touche à la globalisation. Même si les contours de la « globalisation » prêtent à discussion, tout le monde peut s'entendre sur certains de ses aspects, parmi lesquels figure la restructuration en cours du capitalisme dans tous les pays capitalistes avancés et, élément essentiel de cette restructuration, les efforts pour éliminer de nombreux acquis sociaux au nom de la « compétitivité ». C'est exactement le genre de complicité entre l'État et le capital que j'évoquais : non pas seulement le retrait de l'État de ses fonctions progressistes, mais aussi un rôle de plus en plus actif dans la restructuration de l'économie selon les intérêts des capitalistes et au détriment de tous les autres. C'est contre ces politiques d'État que les gens sont descendus dans les rues de pays aussi divers que le Canada et la Corée du Sud.

Un type de manifestation de masse très différent est en outre récemment apparu avec la manifestation multinationale des travailleurs de chez Renault, en France et dans d'autres pays, contre la fermeture d'une usine près de Bruxelles [3]. À première vue, il ne s'agissait pas d'un mouvement contre l'État, mais d'un conflit industriel contre le capital transnational. Cependant, même dans ce cas, cet événement que le *Guardian*, un journal britannique, avait qualifié de première « euro-manif », n'avait pas pour motif l'action du même employeur transnational, mais bien le rôle des différents États concernés – la France, la Belgique, l'Espagne, etc. – dans la restructuration du capital, la préparation de l'union monétaire et l'aide à l'industrie. Même dans ce cas, avec cet exemple de solidarité de la classe ouvrière par-delà les frontières, le principe unificateur n'était pas seulement l'exploitation par une entreprise transnationale, mais bien l'action d'États-nations particuliers pour soutenir les conditions de l'accumulation du capital. Dans ce cas d'internationalisme ouvrier, la protestation était dirigée contre le même type de politique nationale qui avait provoqué ailleurs des protestations spécifiquement nationales contre les gouvernants. Par exemple, à peu près au même moment que la mobilisation chez Renault, les mineurs allemands manifestaient à Bonn contre leur gouvernement qui était en train de supprimer les aides publiques aux mines de charbon. Dans le cas français comme dans le cas allemand, la question des subventions publiques à l'industrie était ainsi un enjeu central. Je le répète, ces pressions spécifiquement européennes ne sont qu'un exemple particulier de la restructuration plus générale

dont les États sont les principaux acteurs, qu'il s'agisse tout autant des gouvernements des États-Unis d'Amérique ou de Corée du Sud que des gouvernements allemand, français ou espagnol. [...]

Détacher la vie matérielle de la logique du capitalisme

Ce n'est donc surtout pas le moment pour la gauche d'abandonner le terrain de l'État au profit de politiques fragmentées à une extrême ou d'un internationalisme complètement abstrait à l'autre. Si l'État est le principal agent de la globalisation, il dispose par la même occasion des armes les plus puissantes pour la bloquer, particulièrement dans les pays capitalistes avancés. Je l'ai dit ailleurs et je le redis : si l'État est le moyen par lequel le capital circule dans l'économie globalisée, alors c'est également en utilisant l'État qu'une force anticapitaliste pourra rompre ce lien vital au capital[4]. Si les vieilles formes d'intervention « keynésienne » sont encore moins efficaces aujourd'hui que dans le passé, c'est tout simplement parce que l'action politique ne peut plus prendre la simple forme d'une intervention dans l'économie capitaliste. L'enjeu est maintenant davantage de détacher la vie matérielle de la logique du capitalisme. Et à court terme, cela signifie que l'action politique ne peut plus seulement chercher à inciter le capital à réaliser des actions socialement productives, ou à compenser ses ravages à l'aide de « filets de sécurité ». L'action politique implique de plus en plus de recourir au pouvoir d'État pour maîtriser les mouvements du capital et pour remettre l'allocation du capital et la distribution des surplus économiques sous contrôle démocratique, au service d'une logique sociale distincte de la logique capitaliste de la concurrence et du profit. [...]

Si l'État est plus que jamais devenu la cible des luttes anticapitalistes, il peut aussi, en tant qu'épicentre des luttes de classe locales et nationales, agir comme force unificatrice, non seulement au sein de la classe laborieuse en contrecarrant sa fragmentation interne, mais aussi entre le mouvement ouvrier et ses alliés dans la société. Dans le même temps, alors qu'à peu près tous les États s'engagent dans la même logique destructive, les luttes nationales contre cette logique commune peuvent fournir en pratique la base la plus solide d'un nouvel internationalisme. Cet internationalisme ne serait pas fondé sur les notions irréalistes et abstraites de « société civile internationale » ou

de « citoyenneté globale », ni sur l'illusion que l'on puisse améliorer les choses en renforçant la présence de la gauche des organisations transnationales du capital telles que le Fonds monétaire international, mais plutôt sur l'entraide des divers mouvements locaux et nationaux dans leurs luttes contre leur État et leurs capitalistes respectifs et sur la prolifération de ce genre de luttes nationales dans le monde entier. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de place pour des luttes communes transnationales ou que le mouvement ouvrier devrait négliger les organisations transnationales où il peut avoir une influence, comme l'Union européenne. Mais les luttes coopératives de ce type reposent en dernier ressort sur des mouvements ouvriers nationaux puissants et bien organisés. S'il devait y avoir une devise pour résumer ce genre d'internationalisme, ce serait par conséquent celle-ci : « travailleurs de tous les pays, unissez-vous, mais commencez par vous unir dans votre propre pays ».

Quoi qu'il en soit, au moment même où de nombreuses personnes à gauche rallient les néo-libéraux en acceptant l'inévitabilité de la globalisation et le dépassement irréversible de l'État, au moment même où les partis traditionnels de la classe ouvrière ont disparu ou remis en cause leurs racines de classe, la morale de cette histoire est que l'organisation politique de la classe laborieuse pourrait bien devenir plus importante et potentiellement efficace que jamais.

Ellen Meiksins Wood

Texte traduit par Karel Yon

[notes]

1. Ellen Meiksins Wood, « Labor, the State, and Class Struggle », *Monthly Review*, vol. 49, n°3, 1997 (NDT).
2. Cet article, publié en 1981 dans la *New Left Review*, a été récemment repris dans mon ouvrage *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism* (Cambridge, Cambridge University Press, 1995), pp. 19-48.
3. L'auteur fait référence à la mobilisation contre la fermeture de Renault Vilvorde en 1997, qui fut présentée en son temps comme le premier euro-conflit industriel. (NDT)
4. J'ai défendu cette idée dans « Globalization and Epochal Shifts : An Exchange », *Monthly Review*, vol. 48, n°9, 1996.

27. 5.

UNE SOCIOLOGIE DU SYNDICALISME D'AUJOURD'HUI : POURQUOI S'ENGAGER ?

Le nouveau livre de Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier* (Editions Agone), propose une « sociologie du combat syndical ».

Après avoir scruté l'évolution du PCF, le sociologue, spécialiste des classes populaires, s'est penché cette fois sur l'engagement à la CGT. Il revient ici sur les enjeux de son ouvrage qui décrit un monde cheminot combatif malgré la force de logiques anti-syndicales.

TERRAINS DE LUTTES : pourrais-tu revenir sur l'enquête à l'origine de cet ouvrage ?

JULIAN MISCHI : il s'agit d'un travail de terrain réalisé durant cinq années au sein d'un bourg de 3000 habitants situé dans une zone rurale du Centre-Est de la France. Comme beaucoup de petites villes des campagnes, cette localité est très ouvrière et je me suis surtout intéressé aux salariés d'un atelier de maintenance de la SNCF. Contrairement à d'autres secteurs industriels, les che-

minots de cette région ont maintenu des réseaux associatifs et syndicaux, qui constituent des contre-pouvoirs ouvriers face aux élites locales et aux nouveaux managers de la SNCF. Le syndicat CGT est alors majoritaire dans l'établissement qui compte 260 salariés. J'ai suivi le quotidien des militants, à la fois des jeunes qui entrent au syndicat et des « anciens » qui cumulent des responsabilités et deviennent permanents. J'ai assisté aux réunions syndicales et réalisé de nombreux entretiens avec les cheminots,

y compris des cadres de l'atelier. Les militants du syndicat sont engagés à gauche et investis dans la vie locale. Un tel angle d'approche permet d'aller au-delà des regards misérabilistes qui dépeignent les ouvriers des zones rurales comme des individus repliés sur eux-mêmes et forcément électeurs du Front National. A cet égard, il faut savoir que les syndicalistes cheminots appartiennent aux fractions hautes des classes populaires : membres d'une entreprise nationale de service public, ils bénéficient d'une continuité dans leur emploi et d'une stabilité professionnelle au contraire d'autres figures populaires locales plus fragiles (métallistes, salariés des abattoirs, ouvriers du bois) notamment des femmes (aides à précaires, employées des grandes surfaces, etc.). Mais les travailleurs de l'atelier SNCF ne sont pas coupés des fractions plus fragiles des classes populaires. Leurs conjointes tout comme leurs enfants connaissent souvent des difficultés d'accès à un emploi stable et beaucoup de cheminots sont passés par d'autres entreprises où ils ont connu des statuts précaires et des conditions de travail éprouvantes. Dans « le privé », ils n'ont en général pas rencontré de syndicats mais leur expérience du travail subalterne a progressivement nourri un sentiment d'injustice sociale et de défiance à l'égard de l'autorité patronale, qui peut trouver un débouché syndical lorsqu'ils entrent à la SNCF, là où il existe encore des syndicats. C'est lorsque les cheminots connaissent une certaine stabilité au sein de la SNCF que la question de l'adhésion à un syndicat peut réellement se poser.

TDL : quelles recompositions militantes observes-tu sur le terrain ?

J. M. : par le passé, l'adhésion syndicale s'inscrivait souvent dans une logique perçue comme naturelle, issue d'un héritage familial, et elle se concrétisait au moment de l'embauche. La situation que j'ai observée est différente car de nombreux syndicalistes n'ont pas d'antécédents familiaux dans le monde militant. Ils sont plusieurs, surtout dans les nouvelles générations et y compris chez les enfants de cheminots, à ne pas faire état d'un lien automatique entre leur adhésion à la CGT et leur éducation familiale. Beaucoup ne sont pas issus de familles militantes, adhèrent tardivement, bien après leur entrée dans l'établissement. En outre, ils ne font pas le récit de leur syndicalisation sur le mode de l'évidence, comme allant de soi et s'inscrivant dans une continuité familiale.

Plusieurs cheminots ont ainsi rejoint la CGT alors qu'ils s'approchent de la trentaine, après plusieurs années de service à la SNCF. Nicolas, le secrétaire du syndicat, milite depuis ses trente-deux ans et il n'est pas issu d'une famille militante. Pour les nouveaux militants, à l'image de Nicolas qui rejoint le syndicat lors d'un conflit avec la hiérarchie concernant son déroulement de carrière, l'adhésion se fait surtout dans le cadre du travail et d'une lutte contre l'arbitraire patronal. Les nouveaux syndiqués mentionnent moins que les générations précédentes l'importance d'une transmission familiale dans leur cheminement vers le syndicat. Ils mettent surtout en avant les inégalités de traitement des agents dans le cadre du nouveau management qui donne un pouvoir accru à la hiérarchie et individualise de plus en plus les rémunérations à travers la multiplication des systèmes de primes. Certains cheminots se décident à adhérer lorsqu'ils bénéficient d'une aide de la part du syndicat face à la dévalorisation et au mépris qu'ils subissent au travail. Une aide juridique par exemple. L'engagement syndical apparaît comme un espace de défense et de recomposition de la dignité professionnelle, mise à mal par la politique de management appliquée à la SNCF comme dans les autres entreprises publiques.

TDL : pourtant des secteurs industriels ont perdu toute présence syndicale combattive. Comment expliques-tu le maintien d'un tissu syndical dans l'établissement que tu as étudié ?

J. M. : je pense que le maintien d'une sociabilité populaire joue beaucoup dans la transmission des valeurs syndicales au sein du monde cheminot. Résultat d'une politique d'attachement du personnel, certaines parentèles cheminotes du site enquêté s'étendent désormais sur trois, voire quatre générations. Cet héritage ouvrier tout comme l'appartenance à une grande entreprise nationale à statut comme la SNCF lèvent certains freins à l'engagement syndical. Dans la même région, les obstacles à la syndicalisation sont beaucoup plus forts dans les entreprises privées et dans l'artisanat. En outre, la configuration de l'atelier favorise la constitution d'un entre-soi ouvrier, du fait du faible renouvellement de la main d'œuvre et de l'emboîtement entre l'espace local et la scène professionnelle. Une gestion relativement autonome de l'établissement a favorisé jusqu'à une date récente des recrutements essentiellement locaux et la constitution d'un corps de cadres d'origine populaire qui réalisent l'essentiel de leur carrière sur le site. Mais ce type d'atelier n'échappe pas aux réorganisations managériales qui touchent la SNCF : développement de la sous-traitance, application de méthodes de management importées du privé, embauche de salariés hors statut.

Avec cette orientation néolibérale, la valorisation de la mobilité des cadres supérieurs s'oppose à leur insertion locale et l'enclavement patronal est de moins en moins constitué de cadres « maison ». Alors que dans le passé certains cadres issus de la promotion interne et du monde ouvrier pouvaient militer à la CGT, ces cas de figure deviennent rarissimes. On est passé de cadres techniciens qui vivaient sur place à des cadres managers qui ne sont que de passage dans l'établissement et préfèrent vivre en ville. Désormais rarement d'origine populaire, les nouveaux responsables viennent de plus en plus de l'extérieur, parfois même du privé, pour des missions de courte durée, et ne s'installent pas sur place.

La forte mobilité des cadres à l'échelle nationale contraste avec l'ancrage local des ouvriers, y compris dans les nouvelles générations. Les adhésions au syndicat CGT sont surtout le fait de cheminots issus de familles locales et occupant des positions subalternes dans l'établissement. Si Nicolas, le secrétaire du syndicat, n'est pas issu d'une famille militante, il appartient en revanche à une lignée familiale bien ancrée dans le monde cheminot. Son père et l'un de ses oncles ont aussi travaillé dans l'atelier, deux cousins y sont toujours en poste, et d'autres membres de sa famille sont cheminots dans la région.

TDL : dans le livre, alors même que tu relates des propos d'ouvriers qui critiquent les permanents syndicaux, tu refuses de décrire ces derniers comme des « bureaucrates » éloignés des réalités populaires. Pourquoi ?

J. M. : les ouvrages pamphlétaires anti-syndicaux se focalisent sur les dirigeants nationaux des syndicats qui, par la force des choses, sont éloignés du terrain de leur entreprise. Mais il faut rappeler que seule une toute petite minorité de syndicalistes sont permanents, la plupart n'ayant aucune décharge sur leur temps de travail. Et, au niveau des responsables, il existe différentes sortes de permanents, certains restants intimement liés à leur entreprise et métier d'origine alors que d'autres, dans les directions des confédérations, peuvent être plus distants par rapport à leur milieu professionnel de provenance. Plusieurs éléments de l'enquête, menée à l'échelle d'un établissement et auprès de dirigeants de la fédération des cheminots

CGT, vont à l'encontre de l'image de syndicalistes-bureaucrates qui se seraient coupés des réalités du terrain à l'issue de stratégies intéressées de sortie du monde du travail. Lorsqu'ils deviennent permanents, les cheminots du syndicat acquièrent souvent tardivement ce statut. Et, s'ils y jouent un rôle central, ils ne sont qu'une minorité au sein d'une commission exécutive où siègent surtout des délégués n'ayant qu'une décharge partielle d'activité. Mais, il est vrai que la prise de responsabilités syndicales permet d'échapper aux tâches ouvrières. Être permanent est une formidable opportunité de promotion sociale et culturelle. L'investissement dans l'action militante procure des rétributions : connaissances, rencontres, mise à distance de la pression hiérarchique de l'entreprise, etc. Il y a donc des risques de coupure avec la base des travailleurs comme le montre l'analyse des rapports entre les salariés toujours en activité et les permanents de moins en moins présents sur « le terrain ». Les permanents issus de l'établissement sont cependant toujours inscrits dans la vie ouvrière locale par leurs réseaux amicaux et familiaux.

C'est l'un des apports d'une recherche menée sur un site de travail et non dans les directions syndicales : on peut y voir les relations concrètes entre les militants et les travailleurs et on peut mettre en évidence différents profils de syndicalistes. J'ai ainsi pu observer, lorsque j'arrive sur le site le long passage de témoin entre le secrétaire du syndicat et son successeur qui, au départ, refuse cette « promotion ». Constaté la longue résistance à la prise de responsabilité syndicale met à distance les idées simplistes sur l'investissement intéressé dans le syndicalisme.

TDL : le livre décrit une réalité peu connue, celle des ouvriers vivant à la campagne. Pourrais-tu revenir sur ce point ?

J. M. : les territoires ruraux sont surtout vus comme des espaces dédiés à l'agriculture ou au tourisme. Or il s'agit de territoires profondément populaires, où les ouvriers forment le premier groupe d'actifs bien loin devant celui des agriculteurs. Il faut savoir que les agriculteurs forment 5,5 % de la population active des espaces ruraux contre 31,7 % pour les ouvriers. La part relative des ouvriers

dans la population locale est plus importante dans les espaces éloignés des agglomérations. A l'inverse, le poids des cadres et professions intellectuelles supérieures est plus fort dans les villes. Les métropoles accumulent les emplois appartenant aux fonctions intellectuelles, de gestion et de décision tandis que les activités de fabrication industrielles se localisent désormais surtout dans les espaces ruraux ou périurbains. Ces zones rurales et ouvrières connaissent une forte évolution, sous les effets de la crise industrielle, mais aussi du fait du recul de l'Etat social. La fragilisation de la présence des services publics ainsi que leur privatisation ont bouleversé la vie sociale et le rayonnement local des bourgs ruraux. Les syndicalistes, notamment cheminots, luttent au quotidien contre ce démantèlement des services publics et l'isolement des populations rurales.

Le syndicalisme est un puissant vecteur de mobilisation dans l'espace local et un outil efficace de lutte contre la marginalisation politique des classes populaires. Le passage par le syndicat permet en effet aux cheminots du site de s'engager également ailleurs, dans les municipalités ou au sein de diverses associations comme les parents d'élèves. Je montre que l'apprentissage à l'œuvre au sein du syndicat permet aux ouvriers de tenir un rôle de représentant dans l'espace public à travers la mobilisation d'un savoir-faire relationnel acquis dans le collectif militant qu'ils peuvent réinvestir dans la vie politique. Il offre, plus largement, la possibilité de s'affirmer dans un espace émancipé de la domination salariale et de contrer les processus qui les excluent de la vie publique dominée par les classes moyennes et supérieures. Le maintien d'une sociabilité populaire et de réseaux syndicaux constitue en outre un frein au développement du FN en milieu rural, car celui-ci se nourrit du sentiment de déclassement social et territorial. Ce parti prospère sur fond de déclin des collectifs populaires.

Propos recueillis par TDL

POUR ALLER PLUS LOIN :

lire de Julian Mischi : *Le Bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Editions Agone, 2016.

Qui sommes-nous ?

Terrains de luttes est un nouveau site Internet d'information et de réflexion critiques...

Terrains de luttes est un site Internet qui propose un espace d'échanges où l'on prend le temps de l'examen concret et du recul historique pour donner à voir la situation des classes populaires et comprendre les stratégies des classes dominantes. Il a vocation à incarner, pour mieux y résister, les transformations et les effets du capitalisme à travers des visages et des figures, des adresses et des lieux, des institutions et des organisations, des pratiques et des événements. Il vise à construire des ponts et des échanges entre travailleuses/eurs, militant-e-s et chercheuses/eurs engagé-e-s afin d'alimenter et de solidariser nos Terrains de luttes.

Pour ce faire, nous publions des entretiens réalisés par des militant-e-s, des chercheuses/eurs ou des journalistes ; des récits et des analyses d'événements (grèves, manifestations, etc.) et d'activités (actions de lobbyistes, répression patronale, etc.), des reportages vidéos, des « bonnes feuilles » d'ouvrages ou encore des chroniques. Nous proposons également des passerelles avec les luttes et les connaissances produites par des collectifs de syndicalistes et de chercheurs dans d'autres pays ou par des associations anti-lobbys en Europe.

Terrains de luttes est animé par des syndicalistes (CGT, Solidaires, FSU), des militant-e-s associatives/ifs ou politiques (Front de Gauche, NPA, Alternative Libertaire) et des chercheuses/eurs en sciences sociales. Nous travaillons de manière privilégiée avec des éditeurs indépendants (Agone, Le Croquant, La Dispute, Libertalia, etc.).

Pour nous contacter et/ou nous proposer un entretien, un témoignage, un article, une vidéo, etc. : contact@terrainsdeluttes.org